

La REVUE CEDRES-ETUDES « séries économiques » publie, semestriellement, en français et en anglais après évaluation, les résultats de différents travaux de recherche sous forme d'articles en économie appliquée proposés par des auteurs appartenant ou non au CEDRES.

Avant toute soumission d'articles à la REVUE CEDRES-ETUDES, les auteurs sont invités à prendre connaissance des « recommandations aux auteurs » (téléchargeable sur www.cedres.bf).

Les articles de cette revue sont publiés sous la responsabilité de la direction du CEDRES. Toutefois, les opinions qui y sont exprimées sont celles des auteurs.

En règle générale, le choix définitif des articles publiables dans la REVUE CEDRES-ETUDES est approuvé par le CEDRES après des commentaires favorables d'au moins deux (sur trois en générale) instructeurs et approbation du Comité Scientifique.

La plupart des numéros précédents (65 numéros) sont disponibles en version électronique sur le site web du CEDRES www.cedres.bf

La REVUE CEDRES-ETUDES est disponible au siège du CEDRES à l'Université de Ouaga II et dans toutes les grandes librairies du Burkina Faso et aussi à travers le site web : www.cedres.bf

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Pr Idrissa M. OUEDRAOGO, Université Ouaga II

COMITE EDITORIAL

Pr Pam ZAHONOGO, UO2 Editeur en Chef

Pr Noel THIOMBIANO, Université Ouaga II

Pr Denis ACCLASATO, Université d'Abomey Calavi

Pr Akoété AGBODJI, Université de Lomé

Pr Chérif Sidy KANE, Université Cheikh Anta Diop

Pr Eugénie MAIGA Université Norbert Zongo Burkina Faso

Pr Mathias Marie Adrien NDINGA, Université Marien N'Gouabi

Pr Omer COMBARY, Université Ouaga II

Pr Abdoulaye SECK, Université Cheikh Anta Diop

Pr Charlemagne IGUE, Université d'Abomey Calavi

SECRETARIAT D'EDITION

Dr Samuel Tambi KABORE, UO2

Dr Théodore Jean Oscar KABORE, UO2

Dr Jean Pierre SAWADOGO, UO2

Dr Kassoum ZERBO, Université Ouaga II

COMITE SCIENTIFIQUE DE LA REVUE

Pr Abdoulaye DIAGNE, UCAD (Sénégal)

Pr Adama DIAW, Université Gaston Berger de Saint Louis

Pr Gilbert Marie Aké N'GBO Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

Pr Albert ONDO OSSA, Université Omar Bongo (Gabon)

Pr Mama OUATTARA, Université Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

Pr Idrissa OUEDRAOGO, Université Ouaga II

Pr Kimséyinga SAVADOGO, Université Ouaga II

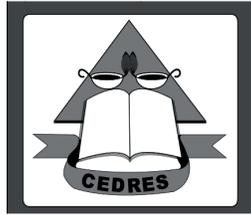
Pr Gnderman SIRPE, Université Ouaga II

Pr Nasser Ary TANIMOUNE, Université d'Ottawa (Canada)

Pr Gervasio SEMEDO, Université de Tours

Pr Pam ZAHONOGO, Université Ouaga II

Centre d'Etudes, de Documentation et de Recherche Economiques et Sociales (CEDRES)



www.cedres.bf

REVUE CEDRES-ETUDES

Revue Economique et Sociale Africaine

REVUE CEDRES-ETUDES N°66

Séries économie

2^{ie} Semestre 2018

**Dette extérieure et lutte contre la pauvreté dans l'Union
Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) :
le rôle des institutions**

Larba Issa KOBAYAGDA

UFR - SEG / Université Ouaga II ; Email : s.kobyagda@gmail.com

Mohamed Tidjane KINDA

Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO ; Email : kindatdjane@yahoo.fr

Résumé

Cet article examine l'effet interactif de la dette extérieure et de la qualité des institutions sur la lutte contre la pauvreté dans les pays de l'UEMOA. La méthodologie empirique adapte le modèle classique de pauvreté inspiré de celui de Dollar et Kraay (2001) et de Kpodar et Singh (2011) avec intégration des variables d'endettement et de qualité des institutions. Les résultats, obtenus à partir de la méthode d'estimation des moments généralisés en système, montrent que sur la période 2005-2016, la dette extérieure a des effets non linéaires et significatifs sur la pauvreté et indiquent un seuil de 46% du ratio d'endettement, au-delà duquel toute accumulation de la dette extérieure ne permet plus de lutter efficacement contre la pauvreté. Il a été également constaté que la qualité des institutions notamment l'efficacité de la mobilisation des recettes, l'équité dans l'utilisation des ressources publiques, la qualité de la gestion budgétaire et financière et la transparence dans le secteur public favorise la réduction de la pauvreté dans l'UEMOA. Par conséquent, les pays doivent travailler à améliorer durablement la qualité de leurs institutions afin d'espérer les effets favorables de la dette extérieure sur les conditions de vie des populations.

Mots clés : dette extérieure, qualité des institutions, indice CPIA, pauvreté, UEMOA

Classification JEL: I39 H63 O43

Abstract

This article examines the interactive effect of external debt and the quality of institutions on the fight against poverty in the WAEMU countries. The empirical methodology adapts the classic model of poverty inspired by that of Dollar and Kraay (2001) and Kpodar and Singh (2011) with the integration of the variables of indebtedness and quality of the institutions. The results obtained from the method of estimation of the generalized moments in system, show that over the period 2005-2016, the external debt has nonlinear and significant effects on poverty and indicate a threshold of 46% of the ratio of indebtedness, beyond which any accumulation of external debt no longer makes it possible to fight poverty effectively. It was also noted that the quality of institutions, including the efficiency of revenue mobilization, equity in the use of public resources, the quality of fiscal and financial management and transparency in the public sector poverty in WAEMU. Therefore, countries must work to sustainably improve the quality of their institutions in order to hope for the favorable effects of external debt on people's living conditions.

Key words : foreign debt, quality of the institutions, index CPIA, poverty, WAEMU

JEL Classification : I39 H63 O43

1. Introduction

L'endettement public est un mécanisme courant dont les pays ont recouru pour promouvoir le développement économique et lutter contre la pauvreté. En effet, plusieurs auteurs (Benicourt, 2001 ; Richard H., 2003 ; Edison, H., 2003) estiment que la dette dans les pays en développement tirent ses fondements dans la nécessité de financer des investissements publics socialement utiles tels que la santé, l'éducation, le changement de mode d'énergie, etc., mais aussi dans la nécessité d'accélérer la croissance économique au travers des infrastructures économiques. Cependant, la dette lorsqu'elle n'est pas soutenable peut devenir un obstacle majeur au développement durable. Du reste, la dette extérieure n'est pas la cause unique de la pauvreté, du renforcement des inégalités ou du blocage du développement qui frappe les pays d'Afrique (BAD/OCDE/PNUD, 2016).

De façon générale, pour plusieurs économistes (Bougouin et Raffinot, 2001; Blamangin, 2002 ; Griffoni, 2005 et Cling et al. 2006) la dette extérieure des pays en développement a considérablement miné les efforts entrepris pour lutter contre la pauvreté et favoriser la croissance économique. Ainsi, la majorité de ces pays restent surendettés et leurs ressources financières, amputées du remboursement de la dette, ne permettent toujours pas de satisfaire les besoins humains fondamentaux de leurs populations, malgré les annulations de dette concédées par les partenaires techniques et financiers.

Selon l'UEMOA (2017), l'encours de la dette publique rapporté au PIB nominal est ressorti à 43,1% en 2015 contre 40,0% en 2014. Quant au ratio dette extérieure sur le PIB, il est de 30,3% en 2016 contre 30,4% en 2015 et 25,2% en 2014. Ainsi, en se basant sur ces données et le fait que les pays de l'Union ont toujours honorés leurs obligations de remboursement, on peut penser que la dette extérieure de l'UEMOA n'est pas un frein à sa croissance économique. Cette affirmation s'appuie sur la théorie de surendettement (Corden, 1988 ; Krugman, 1988 ; Sachs 1989) qui montre que l'impact négatif de la dette sur la croissance ne s'observe que lorsque son poids est élevé et en présence de difficultés de remboursement.

Cependant, à la lumière des différents travaux théoriques anciens et récents, la dette publique est unanimement considérée comme frein à la croissance étant donné qu'elle crée une faiblesse de l'épargne et une augmentation des taux d'intérêt. La dette publique réduit profondément la consommation privée et l'investissement privé par conséquent freine la croissance. Ce point de vue n'est pas totalement partagé par les keynésiens qui pensent que l'évolution conjoncturelle est déterminée par la demande, de ce fait l'impact des déficits – autrement dit de l'augmentation des dettes extérieures – sur la croissance est jugé positif.

Du reste, que ce soit dans le modèle keynésien ou dans le modèle économique classique, les éventuels effets négatifs de la dette extérieure sur la conjoncture et donc sur le niveau de consommation proviennent de l'augmentation du niveau réel des intérêts qui affaiblissent l'investissement. En plus, la limite majeure des modèles keynésiens est qu'ils ne se préoccupent jamais des facteurs déterminant la croissance à long terme, mais uniquement des fluctuations à court et moyen termes suivant une ligne de croissance à plus long terme. Si l'on cherche donc à faire le rapprochement entre la dette extérieure et la croissance à long terme, il convient de se référer à des modèles qui tiennent compte des facteurs déterminants.

A cet effet, Mo (2001), Beja (2007) et Fofack (2009) trouvent que dans un environnement favorable à la corruption et à la fuite des capitaux, si les institutions sont d'une faible qualité, la dette extérieure peut avoir un effet négatif sur la croissance économique même si son poids n'est pas élevé. Or, dans une étude visant à évaluer la relation entre le niveau de pauvreté et le revenu moyen, Richard (2003) trouve qu'une augmentation de la croissance du revenu moyen peut être associée avec une réduction de la pauvreté. Ce résultat est confirmé par une étude menée en Chine par Meng, Gregory et Wang (2005) qui ont examiné la relation qui existe entre la croissance du revenu moyen et la proportion de la population en dessous du seuil de pauvreté. Les résultats montrent une relation positive entre la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

De ce fait, serait-il possible d'attribuer le faible impact de la dette extérieure sur la pauvreté dans l'UEMOA à la mauvaise qualité des institutions. Spécifiquement, pour quel niveau d'endettement, les pays de l'UEMOA peuvent-ils affermir leurs croissances économiques ? Comment ces pays peuvent-ils réduire significativement la pauvreté au regard de la qualité des institutions ?

L'objectif principal de cet article est d'analyser la place des institutions sur dans la gestion la dette extérieure et la lutte contre la pauvreté dans l'UEMOA. Plus spécifiquement, il s'agit de déterminer le niveau optimal de la dette extérieure qui contribue à accélérer la croissance économique d'une part et d'autre part, d'analyser le rôle des institutions dans la réduction de la pauvreté dans l'Union.

Pour analyse l'effet de la dette extérieure sur la lutte contre la pauvreté, cette recherche utilise une méthodologie empirique basée sur l'approche institutionnelle de la dette extérieure. Les estimations portent sur des données de panel sur la période 2005-2015 et concerne les huit (8) pays de l'UEMOA.

La suite de l'article est organisée en cinq sections. La section 2 fournit des faits stylisés sur la dette extérieure dans l'UEMOA, le rôle des institutions dans l'accélération de la croissance économique et la lutte contre la pauvreté. Le cadre théorique et la spécification empirique font l'objet des sections 3. La section 4 intègre les institutions dans l'analyse de la dette et fournit les résultats et leurs interprétations. Finalement, la section 5 résume et fournit quelques implications de politiques économiques.

2. Revue de Littérature

La réflexion autour de la dette publique peut être située historiquement vers la fin du Moyen âge « très tôt, dès la fin du Moyen âge, les réflexions se multiplient autour de la question des emprunts publics, de leur licéité, de leur utilité ou de leur nocivité » (Grenier, 2006). Quant à la problématique liée à la dette souveraine en tant qu'instrument de politique économique,

elle a été pour la première fois analysée au milieu des années 40. Wallich (1946), à la fin de la seconde guerre et avec l'accumulation des dettes souveraines, est l'un des premiers économistes à s'interroger sur la nature et le rôle de la dette en matière de politique économique. Cependant, la question de la gestion de la dette va demeurer un instrument de second rang mis au service des objectifs des politiques monétaire et budgétaire.

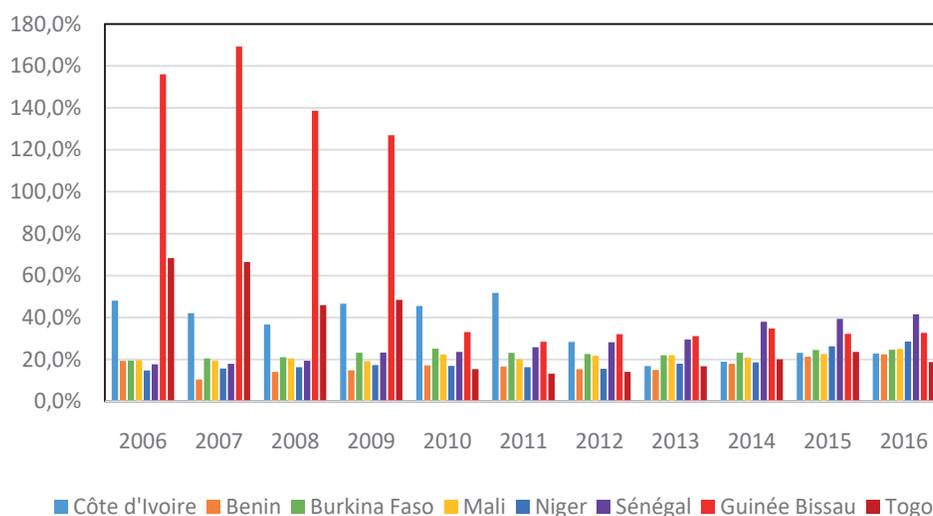
En 2003, la Banque Mondiale recommandait aux pays en développement et émergents de ne pas séparer la gestion de la dette et les politiques monétaires et budgétaires, non seulement lors de la définition des objectifs économiques mais aussi en termes de structure. Par conséquent, la gestion de la dette publique doit consister à établir la stratégie optimale permettant de mobiliser les financements nécessaires pour l'Etat et à poursuivre les objectifs de coût et de risque, ainsi que le développement et le maintien d'un marché des titres publics performants et liquides.

2.1. Les faits stylisés sur l'endettement de l'UEMOA

La dette extérieure de l'Afrique sub-saharienne s'est massivement accumulée dans les années 1970, dans un contexte international favorable à l'endettement. Ainsi, selon l'OCDE (1984) entre 1970 et 1980, la dette extérieure des pays en développement est multipliée par huit avec des taux de croissance annuels de la dette pouvant atteindre 20 à 30 %.

Le rappel historique de la dette extérieure des pays de l'UEMOA montre que c'est au milieu des années 80 que les économies de l'Union ont eu recours massivement aux sources de financements extérieurs pour combler leurs besoins de financements grandissants. Cette situation a entraîné une augmentation du rapport de la dette publique au PIB.

Graphique 1 : Evolution comparée du ratio dette extérieure sur PIB des pays de l'UEMOA



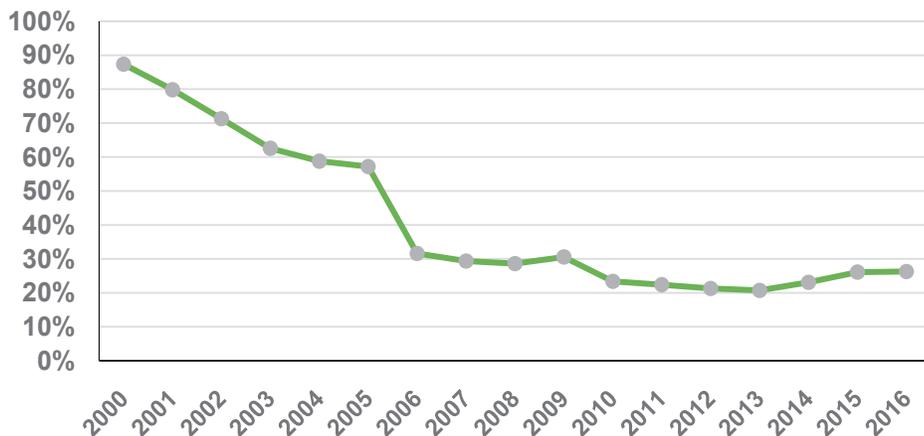
Source : Auteurs avec les données de la BCEAO (2017).

<https://edenpub.bceao.int/>

L'analyse du graphique 1 montre que la Guinée Bissau se distingue des autres pays de l'Union avec un ratio de dette extérieure plus de 55% du PIB nominal. Par ailleurs, la dette extérieure de la majeure partie des pays de l'UEMOA par rapport au PIB semble évoluer lentement en se stabilisant en dessous de 22% en moyenne sur la période d'analyse. A la différence des autres pays de l'Union, le Benin est le pays qui a le plus efficacement géré sa dette extérieure sur la période d'analyse ne dépassant pas en moyenne de 16,44% du PIB.

Par ailleurs, l'analyse des finances publiques de l'Union permet de constater d'importants déficits budgétaires qui ont entraîné une hausse de la dette publique entre 2012 et 2016, soit respectivement de 24,6 % et 27,9 % du PIB.

Graphique 2 : Evolution du ratio dette extérieure sur PIB de l'UEMOA



Source : Auteurs à partir des données BCEAO (2017).

<https://edenpub.bceao.int/>

L'analyse du graphique 2 montre que sur la période 2000-2016, le taux d'endettement extérieur a atteint dans l'ensemble des pays de l'UEMOA est en forte baisse atteignant son niveau le plus en 2013. De plus, on constate une légère remontée à partir de 2013 soutenu par l'accélération de taux d'endettement sur le PIB nominal en 2016 de trois pays : le Sénégal (39,9 %), le Niger(31,6%) et la Côte d'Ivoire (28,9%). En effet, le déficit budgétaire global (y compris dons) a augmenté de 3,3 % du PIB en 2013 à 4,8 % du PIB en 2014, principalement en raison des vastes programmes d'investissements publics qui ont été engagés pour s'attaquer au déficit d'infrastructures des pays. Cette situation pourrait expliquer la remontée du niveau de la dette à partir de 2013 avec une tendance qui se maintient. Par ailleurs, le recours accru aux emprunts non concessionnels a accentué les vulnérabilités de la dette extérieure et pose le problème de ses effets négatifs sur la croissance économique et la lutte contre la pauvreté dans la zone.

2.2. Endettement extérieur et croissance économique

L'impact de l'endettement extérieur sur la croissance économique a toujours opposé les néoclassiques et les keynésiens et le lien entre dette publique et croissance de long terme reste encore imprécis.

Les néoclassiques mettent particulièrement l'accent sur l'éviction des investissements productifs et l'équivalence ricardienne. En effet, Krugman (1988) et Sachs (1989) prédisent qu'une dette élevée est nuisible à la croissance économique dès lors qu'elle décourage les investissements. Pour ces auteurs, lorsque la dette excède les ressources internes d'un pays, ce pays risque de ne plus être capable de rembourser les emprunts passés, ce qui aura un effet dissuasif sur les créanciers et investisseurs potentiels. Ces résultats théoriques sont confirmés par Oks et Wijnbergen (1995), qui soutiennent qu'un endettement rapide peut conduire à accélérer la fuite des capitaux si le secteur privé craint une dévaluation imminente et/ou des hausses d'impôts visant à assurer le service de la dette.

Théoriquement, Nautet et Van Meensel (2011) identifient trois principaux canaux par lesquels un accroissement de la dette publique peut affecter négativement la croissance économique de long terme. Pour eux, la dette publique peut d'abord agir sur l'épargne disponible et évincer l'investissement privé via le taux d'intérêt élevé entraînant un ralentissement de la croissance du stock de capital, de faibles innovations et une baisse de la productivité du travail. Ensuite, un niveau d'endettement élevé se traduit par un service de la dette élevé qui agit négativement sur les dépenses productives, notamment l'investissement public et privé en infrastructures, accélérateur de croissance économique. Enfin, l'accroissement de la dette publique peut également affecter la croissance en renforçant l'inflation anticipée, l'incertitude et la volatilité macroéconomique.

Des études empiriques réalisées par Reinhart et Rogoff (2009, 2010) ont révélé une faible relation entre la dette publique et la croissance de long terme pour des niveaux d'endettement inférieurs au seuil de 90% du PIB dans les pays développés et au-delà de 90%, le taux de croissance médian

diminue d'un point de pourcentage et le taux de croissance moyen diminue davantage. Les mêmes auteurs trouvent que pour un ratio de la dette extérieure sur PIB supérieur à 60%, la croissance diminue de deux points de pourcentage et au-delà de 90 % du PIB, la croissance devient négative.

Kumar et Woo (2010), à partir d'un panel composé de pays développés et émergents et sur la période s'étendant de 1970 à 2007, trouvent une relation inverse entre la dette à la date t et la croissance à la date $t+1$. Ils concluent que lorsque le ratio dette sur PIB augmente de 10%, la croissance annuelle du PIB réel par tête diminue d'environ 0,2% par an, avec un impact plus atténué dans les pays développés. Seuls les niveaux élevés de dette, supérieurs à 90 % du PIB, ont un effet négatif significatif sur la croissance. Ces résultats sont confirmés par ceux de Cecchetti et al (2011) qui trouvent que la dette publique affecte négativement la croissance économique à partir d'un seuil estimé à environ 85 % du PIB dix-huit (18) pays de l'OCDE sur la période 1980-2010.

Panizza et Presbitero (2012), de leur côté, ne rejettent pas la corrélation négative qui semble exister entre la dette publique et la croissance économique, notamment à partir de niveaux élevés d'endettement. Ils rappellent toutefois que corrélation n'implique pourtant pas causalité. Le lien entre dette et croissance pourrait s'expliquer tout simplement par le fait qu'une faible croissance économique entraîne des niveaux élevés de dette publique. Il est aussi vrai qu'une dette publique élevée réduit la croissance, mais selon un schéma de transmission qui échappe aux théoriciens néoclassiques. Ainsi, pour les keynésiens, la dette peut accélérer la croissance économique dans les pays en développement pour preuve qu'elles restent dans des proportions raisonnables. En d'autre terme, il existerait des phénomènes de seuil au-delà desquels la dette influence négativement la croissance économique. Cette théorie donne lieu à une relation en forme de « courbe de Laffer » entre la dette extérieure et la croissance du revenu par habitant.

Selon Rina et al (2004), la dette extérieure a le potentiel de stimuler la croissance économique à condition qu'elle serve à financer les investissements. Patillo et al. (2002) montrent qu'entre la dette extérieure et

la croissance économique, il existe une relation en forme de U inversé. Les auteurs trouvent que la dette extérieure aurait un impact global négatif sur la croissance des pays analysés lorsque le ratio dette/ exportation se situe entre 160 à 170% en valeur actuelle nette ou lorsque le ratio dette/PIB est de 35 à 40%. Ce sont des seuils proches de ceux trouvés par Imbset Ranciere(2005) sur la base de techniques non paramétriques appliquées à des données de panel relatives à 87 pays en développement sur la période 1969-2002.

Clements et al. (2003) concentrent quant à eux leur étude sur les pays à faibles revenus en analysant les effets indirects de la dette extérieure sur la croissance économique. A partir d'un modèle de croissance, ils concluent, qu'une diminution de 6 points de pourcentage du ratio service de la dette/PIB va accroître l'investissement de 0,75 à 1 point du PIB et la croissance de 2 points de pourcentage. Les résultats suggèrent d'affecter une part substantielle des ressources à l'investissement public pour accélérer la croissance et combattre la pauvreté.

L'endettement a permis à un moment donné des taux de croissance spectaculaires renforçant le processus d'intégration des économies. Cependant, son influence sur les économies devient de plus en plus pernicieuse et nécessite une analyse qui prenne en compte d'autres dimensions notamment la place des institutions.

2.3. Endettement extérieur, qualité des institutions et lutte contre la pauvreté

Les institutions sont longtemps restées en marge des analyses de la croissance économique. Cependant, un consensus fort existe parmi les économistes sur leur importance pour assurer un niveau de croissance positif. L'histoire offre un champ d'analyse très diversifié et édifiant pour observer des trajectoires de croissance différentes d'un pays à un autre, voire d'un continent à l'autre. Les premières études sur la croissance prenant en compte l'importance des institutions se manifestent à travers les travaux de Knack et Keefer (1995) et de Hall et Jones (1999), mais surtout avec ceux d'Acemoglu et al. (2001).

Concernant la prise en compte des institutions innovée par Acemoglu et al. (2005), ni l'école néo-classique ni les nouvelles théories de la croissance ne nous informent beaucoup au sujet des sources ultimes de différences dans les performances économiques. Du reste, un travail empirique considérable suggère qu'un aspect crucial pour les pays de croître à des taux différents est l'extrême diversité dans les institutions et les politiques publiques qui établissent un environnement socio-économique dans lequel les gens produisent et échangent les biens et services. Par la suite plusieurs auteurs (Dollar et Kraay, 2002, 2003 ; Rodrik, Subramanian et Trebbi, 2004) se sont intéressés au rôle que jouent les institutions dans le lien entre dette publique et croissance économique. Les résultats montrent que les institutions expliquent sans doute la croissance économique dans plusieurs pays. North et al (1989) retrouve les mêmes conclusions mais relève en plus que les institutions sont endogènes qu'exogènes. Par conséquent, il est nécessaire de trouver des instruments appropriés pour tester leur impact sur la croissance économique. Par ailleurs, North (1990), identifie trois dimensions importantes des institutions à travers la définition qu'il propose. Il définit les institutions comme « les règles du jeu dans une société, ou plus formellement, les contraintes élaborées par l'homme pour façonner les interactions humaines ».

Daron, Acemoglu et al. (2005) rejoignent l'idée de North (1990) pour définir les « bonnes » institutions selon trois critères : (i) la protection des droits de propriété (ii) la limitation du pouvoir des élites et (iii) la promotion de l'égalité des chances entre individus. Ainsi, dans une étude antérieure sur l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique à partir de l'indice de protection contre l'expropriation, Acemoglu, Johnson et Robinson (2001) apportent une preuve empirique de l'influence des institutions sur la croissance économique. Les résultats permettent de conclure que si la qualité des institutions au Nigeria était égale à la qualité des institutions au Chili, le revenu par habitant de ce pays serait probablement sept (7) fois plus élevé qu'à sa valeur en 2001. Cette conclusion empirique démontre l'importance de la qualité des institutions dans les pays en développement et leur rôle dans leur développement économique.

Une étude du FMI (2003) a analysé la relation entre la qualité des institutions de l'Etat sur trois dimensions économiques (niveau de développement, croissance et instabilité de la croissance) et a abouti à des résultats significatifs. A partir d'un modèle économétrique simple, l'étude conclut que la qualité des institutions influe de manière significative non seulement sur le revenu, mais aussi sur la croissance et son instabilité. Ce constat se confirme peu importe que la qualité des institutions soit mesurée à l'aide d'indicateurs globaux (indice de perception de la gestion du secteur public) ou plus spécifiques (degré de protection des droits de propriété ou application de l'état de droit). De plus, les résultats empiriques suggèrent la possibilité d'un lien de causalité inverse entre qualité des institutions et la croissance.

Edison (2003) conclut que les pays en développement pourraient sensiblement améliorer leurs résultats économiques en renforçant leurs institutions. Par exemple, si la qualité moyenne des institutions en Afrique subsaharienne rattrapait celle des pays asiatiques en développement, le revenu par habitant de la région s'élèverait de 80%, passant d'environ 800 dollars à plus de 1.400 dollars.

Ajayi, (1995) montre que l'augmentation de la dette extérieure contribue indirectement à la détérioration des conditions économiques locales qui se traduit par une plus grande fuite des capitaux. Lorsque la gestion macroéconomique crée un environnement risqué, avec un accroissement de la dette extérieure, la fuite des capitaux devient une réponse à de telles conditions. Aussi, la dette extérieure et la fuite des capitaux peuvent provenir de la corruption et de facteurs connexes. D'autres chercheurs ont avancé que les emprunts extérieurs peuvent directement causer des fuites des capitaux en fournissant les ressources nécessaires pour les transferts de fonds (Henry, 1996 ; Cuddington, 1987).

Dooley et Kletzer (1994) arguent que l'endettement extérieur peut encourager les investisseurs nationaux à faire des choix d'investissement très risqués. Il en résulte une augmentation du passif éventuel du gouvernement emprunteur induit par des placements des épargnants nationaux à l'étranger, qui prévoient une imposition future plus élevée des

capitaux. Par contre, Lessard et Williamson (1987) d'une part et d'autre part, Boyce (1992) notent que les créanciers étrangers peuvent être disposés à combler le vide créé par la fuite des capitaux s'ils perçoivent un avantage comparatif en termes de fiscalité ou de taux d'intérêt.

Cordella, Ricci, et Ruiz-Arranz (2005) ont examiné, dans un échantillon de 79 pays en développement, l'effet de la qualité des politiques et des institutions sur le lien entre dette extérieure et croissance économique. Pour rendre compte de la qualité des politiques, ils ont employé l'indice d'évaluation des politiques et institutions nationales (EPIN) (CPIA¹ en anglais) de la Banque Mondiale. Les résultats montrent que l'effet de la dette extérieure sur la croissance diffère selon que le pays a de bonnes ou mauvaises politiques et institutions.

Amadou (2010) a analysé l'effet interactif de l'allègement de la dette extérieure et de la qualité des institutions sur la croissance économique dans l'espace UEMOA. Les premiers résultats de son étude sous forme d'évidences descriptives indiquent des effets positifs de l'allègement de la dette sur la croissance économique et le crédit domestique au sein de l'UEMOA et la qualité des institutions. Son étude a aussi permis de vérifier une relation positive entre la qualité des institutions sur trois dimensions économiques : niveau de développement, croissance et stabilité de la croissance.

Jalles (2011) examine l'impact de l'interaction de la corruption avec la dette extérieure sur la croissance dans 72 pays sur la période 1970-2005. Sur la base de spécifications déduites d'une fonction de production néoclassique, Jalles (2011) trouve que le poids d'endettement à partir duquel l'impact de la dette sur la croissance devient négatif est plus important (faible) dans les pays caractérisés par des niveaux de corruption plus faibles (élevés).

Le lien entre la dette publique et l'environnement institutionnel peut être appréhendé sous plusieurs aspects. Le risque politique et la gouvernance sont considérés comme des facteurs explicatifs de sortie des capitaux. Gibson et Tsakalotos (1993) et Fatehi (1994) montrent que le risque

¹ Country Policy and Institutional Assessment index

politique et un environnement des affaires dépréciatif sont des déterminants importants de la fuite des capitaux. Par ailleurs, Boyce et Ndikumana (2012) montrent que la mauvaise gouvernance, induite par la corruption, l'abus de pouvoir politique et une réglementation laxiste, est susceptible d'être corrélée avec la fuite des capitaux. La fuite des capitaux générée par les défaillances institutionnelles représente une ponction importante sur les ressources des pays en développement (Nations Unies, 2015). Cerra et al. (2005), en utilisant des indicateurs de qualité institutionnelle et de gouvernance dans les pays en développement, montrent que les ressources du système bancaire sont drainées sous forme de fuite des capitaux en présence de faibles institutions. Kaufman et al (2006) ont exclusivement développé six indicateurs de gouvernance pour capter les effets des institutions que sont : voix et responsabilité, stabilité politique et absence de violence-terrorisme, l'efficacité du gouvernement, régulateur de la qualité, règle de loi, et contrôle de corruption.

Dans ce travail, l'approche du rôle des institutions est mesurée à partir de la note d'évaluation de la politique et des institutions nationales (EPIN). Il en ressort que les institutions influencent la performance économique et sociale d'un pays. En effet, on formule l'hypothèse que les pays qui ont de meilleures politiques et institutions sont les mieux récompensés en termes de croissance économique et de réduction de la pauvreté.

3. Cadre Méthodologique

La méthodologie de notre recherche se compose de la spécification du modèle, la méthode d'estimation et de la description des variables et la source des données.

3.1. Cadre Théorique

Notre méthodologie part de la théorie du surendettement développée par Krugman (1988) et Sachs (1989). Ces auteurs analysent ce qui se passe pour un pays qui n'est pas capable d'assurer le remboursement total de sa dette sans un nouvel emprunt. En effet, selon Krugman (1988), un pays a un problème de surendettement quand la valeur présente espérée des transferts de ressources potentielles futures est inférieure à sa dette. Ainsi, l'hypothèse

du surendettement prédit qu'un stock de dette extérieure élevé réduit l'incitation à investir, étant donné que les coûts associés sont supportés par le pays endetté. Aussi, les rendements en termes d'augmentation de la production seront utilisés pour rembourser des créanciers étrangers. Par conséquent, les objectifs de croissance économique et réduction de la pauvreté pourraient ne pas être atteints.

3.2. Spécification du modèle

Le modèle estimé est un modèle classique de pauvreté inspiré de celui de Dollar et Kraay (2001) et de Kpodar et Singh (2011). Il est élargi en prenant en compte, les variables d'endettement et de qualité des institutions. L'expression du modèle est la suivante :

$$P_{i,t} = \delta_0 + \delta_1 Y_{i,t} + \sum_{j=2}^n \gamma_j X_{i,t}^j + \beta_1 Det_{i,t} + \beta_2 Det_{i,t}^2 + \varphi_t + \mu_i + \varepsilon_{i,t} \quad (1)$$

avec $P_{i,t}$ qui représente l'indicateur de pauvreté du pays i à la période t . $Y_{i,t}$ correspond au niveau du logarithme du produit intérieur brut par habitant (PIBh). $Det_{i,t}$ est notre variable d'intérêt qui représente le logarithme de la dette extérieure en pourcentage du PIB. Nous introduisons sa forme quadratique pour tester l'existence possible d'un effet de seuil.

Les autres variables de contrôles sont captées par $X_{i,t}^j$. Ces variables sont les suivantes : l'inflation, le degré d'ouverture, le taux de croissance démographique, le taux brut de scolarisation du secondaire, le développement financier et le taux d'investissement. $\varepsilon_{i,t}$ représente le terme d'erreur tandis que φ_t et μ_i correspondent respectivement aux effets spécifiques temporels et pays. Le seuil d'endettement est calculé par la formule suivante :

$$seuil(det) = e^{\frac{-\beta_1}{2\beta_2}} \quad (2)$$

Pour tester l'influence de la qualité des institutions dans la relation entre la dette extérieure et la pauvreté nous faisons des interactions entre la variable d'endettement et celle institutionnelle (Chang et al., 2009). Ainsi, la spécification suivante est adoptée :

$$P_{i,t} = \delta_0 + \delta_1 Y_{i,t} + \sum_{j=2}^n \gamma_j X_{i,t}^j + \beta_1 Det_{i,t} + \beta_2 Inst_{i,t} + \beta_3 Det_{i,t} Inst_{i,t} + \varphi_t + \mu_i + \varepsilon_{i,t} \quad (3)$$

Où $Inst_{i,t}$ désigne la variable institutionnelle. Sept variables institutionnelles sont utilisées. Six indicateurs d'évaluations des politiques et institutions nationales de la banque mondiale ainsi que leur moyenne (EPIN)².

Les autres variables demeurent les mêmes dans le modèle (1). L'impact de la qualité institutionnelle dans la relation dette extérieure et pauvreté est mesuré par l'équation suivante :

$$\frac{\partial P}{\partial Det} = \beta_1 + \beta_3 Inst \quad (4)$$

L'effet des institutions dépend du signe du β_2 . En effet, si β_2 est positif, alors la qualité des institutions contribue à augmenter le taux de pauvreté et s'il est négatif, on note une baisse du taux.

Dans la présente recherche les modèles estimés sont les modèles (1) et (3) qui permettent de capter la possible existence d'un effet non linéaire dans la relation entre la dette extérieure et la pauvreté, mais aussi de prendre en compte l'effet de la qualité des institutions dans cette relation.

3.3. Méthode d'estimation

L'utilisation des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) ne permet pas de prendre en compte les effets spécifiques pays et la possible endogénéité des variables de contrôle avec la variable de pauvreté. Pour prendre en compte ces problèmes économétriques, Arellano et Bond (1991) proposent la Méthode Généralisée des Moments (GMM) en différence en utilisant toutes les conditions d'orthogonalité. Pour prendre en compte la faible dimension temporelle, Blundell et Bond (1998) propose la méthode GMM-System qui est utilisée pour estimer les coefficients de notre modèle car cette méthode réduit de manière significative le biais d'échantillonnage par rapport à l'estimateur GMM en différence et améliore les gains de précision (Blundell et al, 2000).

² Ou CPIA : Country Policy and Institutional Assessment

Pour tester l'efficacité de l'estimateur GMM, on utilise le test de Hansen. Ce test montre que le non rejet de l'hypothèse nulle implique que les instruments ne sont pas corrélés avec les résidus et satisfont les conditions d'orthogonalité requises. Aussi, le test AR(2) de corrélation sérielle de second ordre est utilisé pour s'assurer que les erreurs ne sont pas autocorrélées.

3.4. Description et source des variables

Les variables du modèle économétrique sont de deux types : la variable dépendante et les variables indépendantes. Quant aux variables indépendantes, elles sont également deux sortes : les variables d'intérêt et les autres variables de contrôle.

La variable dépendante : Il existe de nombreuses définitions et mesures de la pauvreté, mais l'indicateur le plus utilisé est l'indice de l'effectif de la pauvreté qui mesure la pauvreté absolue. Il mesure le pourcentage de la population vivant avec un revenu en dessous d'un certain seuil de pauvreté. Cette variable est utilisée comme dépendante dans l'estimation du modèle pour plus de robustesse des résultats. Le seuil de pauvreté admis est de 1,90\$ qui correspond au seuil de pauvreté international fixé par la Banque Mondiale (World Development Indicator, 2016).

Les variables indépendantes : La variable d'intérêt qui est *Det*, correspond à la dette extérieure en pourcentage du PIB. Cependant, la variable *Inst* est un groupe de sept variables (07) institutionnelles. Ces variables sont indicées de 1 à 6. La variable prend la valeur 1 lorsque la qualité institutionnelle est très faible et 6 lorsqu'elle est très forte. La première variable institutionnelle, notée *CpiaDebt*, permet d'évaluer la politique d'endettement nationale. Elle permet de voir si la stratégie de gestion de la dette est conduite dans le sens de minimiser les risques budgétaires et d'assurer la soutenabilité de la dette dans le long terme. La seconde variable est *Cpiaeffirev* qui permet d'évaluer l'efficacité de la mobilisation des recettes. La troisième variable *Cpiaequity* évalue le degré d'équité dans l'utilisation des ressources publiques. La quatrième variable qui permet d'évaluer la gestion macroéconomique au plan national est notée *Cpiamacroma*. La cinquième et la sixième variable, notées *Cpiaqualbudet*

Cpiatransparen permettent respectivement d'évaluer la qualité de la gestion budgétaire et financière, et de mesurer le degré de transparence, de responsabilité et de la corruption dans le secteur public. Quant à la dernière variable, elle représente la moyenne des six autres (*MeanCpia*).

Les autres variables de contrôle sont les suivantes : le produit intérieur brut par habitant (Pibh), le taux d'inflation (Inf), le degré d'ouverture commerciale (Openess) mesuré par la somme des importations et des exportations rapportée au PIB, l'investissement (Inv) capté par la formation brute de capital fixe (FBCF), le niveau d'éducation (Edu) mesuré par le taux brut de scolarisation du secondaire, le taux de croissance démographique (Pop), le niveau de développement financier (Df) mesuré par le ration du crédit accordé au secteur privé sur le PIB.

Il faut noter que l'ensemble des variables utilisées pour l'estimation sont toutes issues de la base de données de la Banque Mondiale (World Development Indicator, 2016). Ces sont des données de panel sur la période 2005-2015. Cette période se justifie par la disponibilité des données institutionnelles(CPIA) à partir de 2005.

Par ailleurs, le choix des six indicateurs CPIA se justifie par la place qu'ils occupent dans la détermination de l'allocation de l'aide américaine au titre du MCA, les partenaires techniques et financiers bilatéraux tels que les Pays-Bas ou multilatéraux comme le Fonds européen de développement (FED) de la Commission européenne à travers son projet sur les profils de gouvernance des pays Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP).

4. Résultats et Interprétation

L'analyse des résultats de notre modèle ne peut se faire sans une description des statistiques sur l'ensemble des variables. Après l'analyse descriptive, nous présentons l'analyse empirique de la recherche.

4.1. Statistiques descriptives

L'analyse des statistiques des variables du modèle (tableau 1), sur la période d'étude montre que le PIB moyen par habitant de la zone UEMOA représente 289262 FCFA, avec un écart type de 139 017FCFA, ce qui indique l'inégale répartition des revenus dans la zone. En moyenne, la dette

extérieure de la zone représente 40,53% du PIB, avec la Guinée Bissau ayant le taux le plus élevé, soit 94,83%, tandis que le taux moyen le plus faible est réalisé par le Bénin (21,21%).

Tableau 1: Statistiques descriptives des différentes variables

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
pibh	88	289262,8	139017,3	133648,2	703175,2
inf	88	3,401845	3,624208	-2,591823	14,58089
openess	88	33,56392	9,558355	17,76786	62,51672
pop	88	2,876492	0,508980	1,837725	4,029437
edu	88	30,97636	11,47759	10,10043	54,94052
fd	88	17,46874	6,277730	1,115300	29,62280
povgap	88	15,56652	6,232245	7,500000	30,53000
povhead	88	43,49409	12,03387	23,03000	67,08000
inv	88	20,44533	8,401637	4,155218	38,89546
meancpia	88	3,308712	0,598417	2,083333	4,083333
debtpib	88	40,52669	34,32664	12,60826	176,9715

Source : Auteurs, à partir de la base de donnée de la Banque Mondiale (WDI, 2016)

Concernant le taux de pauvreté absolue moyen, on constate qu'il se situe à 43,49% sur la période d'étude. La Côte d'Ivoire est caractérisée par le taux de pauvreté moyen le plus faible de la zone (25,75%), tandis que la Guinée Bissau reste en moyenne le pays ayant le taux le plus élevé (50%). Pour la variable institutionnelle, on constate que la moyenne de l'UEMOA se situe à 3,30, ce qui signifie que la zone est caractérisée par une qualité moyenne des institutions mises en œuvre. Le Burkina Faso et le Bénin sont les pays ayant un niveau élevé de la qualité institutionnelle, tandis que la Guinée Bissau et le Togo reste en dernière position sur les questions institutionnelles.

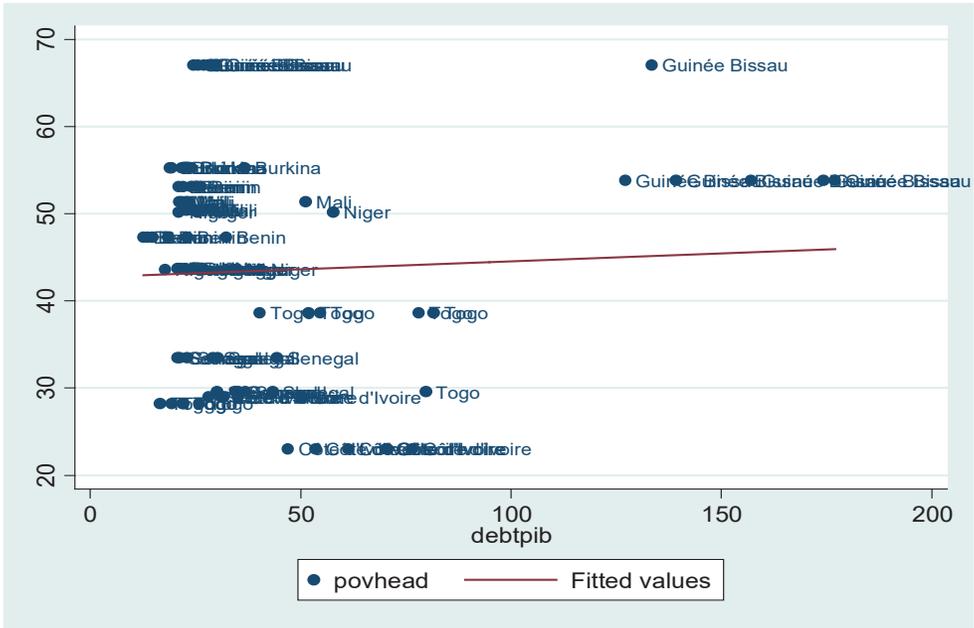
Aussi, on constate à travers l'annexe 5 qu'il existe une corrélation positive entre le taux de pauvreté absolue et le niveau de la dette extérieure en pourcentage du PIB. En effet, les pays ayant un taux de pauvreté élevé sont caractérisés par une dette extérieure élevée. La projection des nuages de point montre que la Guinée Bissau se situe dans la zone caractérisée par un

niveau élevé du taux de pauvreté et de la dette extérieure. Au niveau de l'annexe 5, on note que les pays ayant une faible qualité des institutions sont caractérisés par un niveau élevé de leur dette extérieure.

4.2. Analyse de la corrélation entre la dette extérieure, la pauvreté et la qualité institutionnelle

Le graphique 3 et 4 analysent d'une part la corrélation entre la dette extérieure et le taux de pauvreté et d'autre part celle entre la dette extérieure et la qualité des institutions.

Graphique 3 : Corrélation entre le debtpib et Povhead

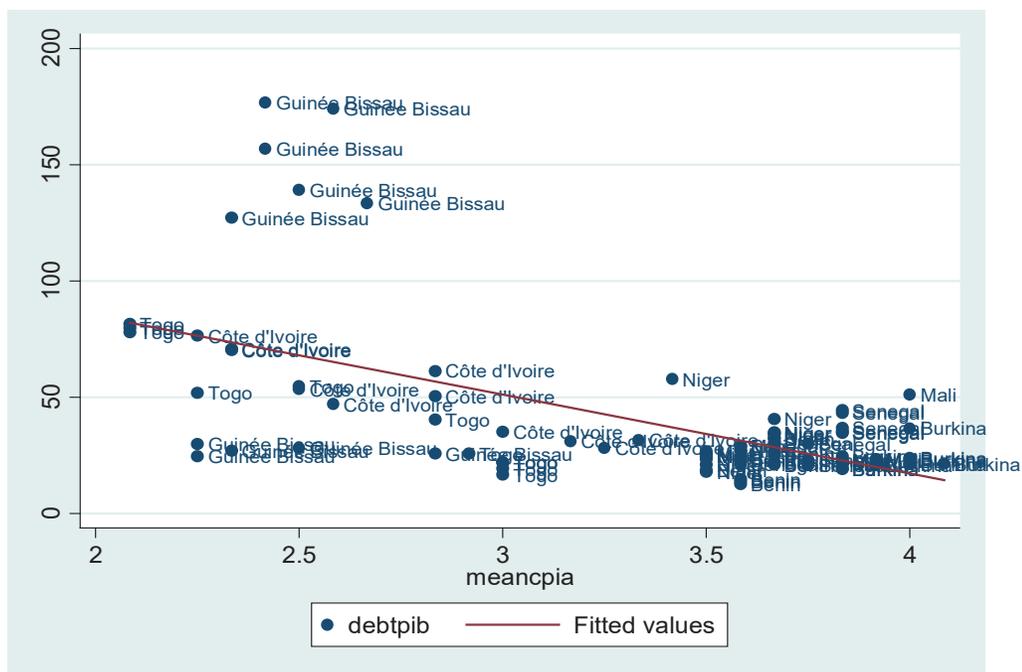


Source : Auteurs, à partir de la base de donnée de la Banque Mondiale (WDI, 2016)

On note à travers le graphique 3 qu'un niveau élevé de la dette extérieure s'accompagne d'un taux de pauvreté absolue élevé. C'est le cas de la Guinée Bissau. Cependant, on constate une forte concentration des nuages de points au-dessus et en dessous de la droite de régression, ce qui montre qu'un faible niveau d'endettement peut entraîner une augmentation de la pauvreté (cas du Burkina Faso) ou une diminution (cas de la Côte d'Ivoire).

Cette analyse laisse présager la possible existence d'une relation non linéaire (effet de seuil) entre la dette extérieure et la pauvreté.

Graphique 4 : Corrélation entre le DebtPib et MeanCPIA



Source : Auteurs, à partir de la base de donnée de la Banque Mondiale (WDI, 2016)

Le graphique 4 montre une forte corrélation linéaire négative entre le niveau moyen des variables institutionnelles et la dette extérieure. La dette extérieure diminue avec le niveau de la qualité institutionnelle. Cependant, la Guinée Bissau se caractérise de manière générale par une faible qualité des institutions et un niveau élevé de sa dette extérieure en pourcentage du PIB. Cette analyse montre que la qualité des variables institutionnelles semble être un canal de transmission de l'impact de la dette extérieure sur la pauvreté.

4.3. Interprétation de l'estimation du modèle

Le tableau 2 présente les résultats de l'estimation du modèle avec le taux de pauvreté absolue comme variable dépendante, par la méthode GMM-

system. Ce tableau regroupe les résultats de huit (8) équations. Pour ces estimations, le test AR(2) de l'autocorrélation sérielle de second ordre affiche des probabilités supérieures à 10%, ce qui permet de conclure à l'absence d'autocorrélation. Aussi, le test de Hansen permet de confirmer la validité des instruments utilisés pour l'ensemble des estimations car la probabilité est supérieure à 10%.

La première équation porte sur l'impact de la dette extérieure sur la pauvreté avec introduction de la forme quadratique. En effet, cette équation montre que l'impact de la dette extérieure sur la pauvreté est significatif et non linéaire, ce qui confirme la présence d'un seuil d'endettement à partir duquel la dette extérieure contribue à réduire le taux de pauvreté absolue. Ce seuil est obtenu comme suit :

$$\text{Seuil (det)} = e^{\frac{-0,8584}{-2 \cdot 0,1123}} = 46\%.$$

Ainsi, la dette extérieure entraîne une augmentation du taux de pauvreté dans l'UEMOA jusqu'au seuil de 46% du PIB où l'effet devient négatif, ce qui correspond à une réduction du taux de pauvreté. En d'autres termes, la dette extérieure entraîne une augmentation du taux de pauvreté à court terme et une diminution de ce taux à long terme à partir du seuil de 46%. Nos résultats s'opposent à ceux de Zaghdoudi et Hakimi (2017) qui montrent que la relation entre la dette extérieure et la pauvreté est négative et linéaire à long terme dans les pays en développement.

Les sept (7) équations permettent de capter l'effet de la qualité institutionnelle dans la relation entre la dette extérieure et la pauvreté. Parmi les variables de la qualité des institutions, on constate que seule celle portant sur la bonne gouvernance macroéconomique ne permet pas à la dette extérieure d'entraîner une baisse de la pauvreté dans la zone UEMOA. En effet, ce résultat s'explique par le fait que la bonne gestion macroéconomique peut contribuer à accroître la richesse nationale des pays (PIB). Cependant, la répartition de cette richesse pose problème. En effet, la région a connu une forte croissance ces dernières années, mais les réformes destinées à maintenir cet élan et à en faire bénéficier le plus grand nombre, ont manqué de vigueur car la pauvreté, le chômage, et les inégalités de revenus et de genre sont toujours élevés (FMI, 2016)

La dette extérieure contribue à réduire la pauvreté à travers quatre variables de qualité institutionnelle : l'efficacité de la mobilisation des recettes, l'équité dans l'utilisation des ressources publiques, la qualité de la gestion budgétaire et financière et la transparence dans le secteur public, aussi à travers la moyenne de l'ensemble des six variables institutionnelles. Cependant, l'évaluation de la politique d'endettement apparaît non significatif dans le modèle.

Tableau 2: Résultat du modèle sur le taux de pauvreté absolue par les GMM-System

	Lpovhead (taux de pauvreté absolue)							
	Equation 1	Equation 2	Equation 3	Equation 4	Equation 5	Equation 6	Equation 7	Equation 8
LPibh	0,265***	0,231***	0,204	0,185**	0,313***	0,248***	0,317	0,211
LInf	-0,001	-0,003	-0,003	-0,008	-0,002	0,002***	-0,003	0,001
LOpeness	-0,086	-0,401***	-0,288**	-0,159*	-0,374***	-0,052	-0,325**	-0,396***
LInv	-0,088*	-0,074	-0,208**	0,001	-0,019	-0,067	-0,038	-0,036
LEdu	-0,040	0,001	-0,091	-0,109	-0,043	-0,044	-0,029	0,004
LPop	0,144	0,116	-0,084	-0,050	0,238	0,128	0,079	0,209
Lfd	-0,117**	0,081	-0,066	0,127	-0,040	-0,164***	-0,068	-0,087
LDebt	0,858**	2,100*	-0,072	0,430***	0,199*	-0,321***	0,330	0,318**
LDebt ²	-0,112**							
Mean CIA	0,016	0,755*						
LDetmean		-2,104*						
Cpiadebt			0,012					
Ldetcpi1			0,023					
Cpiaeffirev				0,339**				
Ldetcpi2				-0,116**				
Cpiaequity					0,078			
Ldetcpi3					-0,002**			
Cpiamacroma						-0,366**		
Ldetcpi4						0,116***		
Cpiaqualbud							0,143*	
Ldetcpi5							-0,003*	
Cpiatransparen								0,153
Ldetcpi6								-0,003**
cons	-2,690**	2,1609	3,468	-1,719**	0,5076	-0,0593	0,002	1,417
Observations	66	66	66	66	66	66	66	66
AR(2)	0,23	0,79	0,81	0,35	0,87	0,50	0,56	0,96
Sargan/Hansen test	0,20	0,49	0,26	0,52	0,27	0,37	0,31	0,32

Source : Réalisé par les auteurs. Note : Les valeurs dans la parenthèse représentent les z statistics. Aussi, les seuils de significativité sont définis de la manière suivante : * significativité à 10%, ** significativité à 5%, *** significativité à 1%

5. Conclusion

Ce article qui utilise des données annuelles sur la période 2005-2015 a permis d'analyser la place des institutions dans la lutte contre la pauvreté. L'estimation des modèles de croissance en panel s'est faite par la méthode des moments généralisés en système pour rendre compte de la relation interactive entre la dette extérieure, la qualité des institutions et la lutte contre la pauvreté dans la zone UEMOA.

Les résultats suggèrent que la dette extérieure contribue à réduire la pauvreté dans la zone UEMOA à travers la moyenne de l'ensemble des six variables institutionnelles. Ainsi, l'étude permet de conclure que ce sont quatre variables qui mesurent la qualité institutionnelle qui influence significativement la réduction de la pauvreté par l'utilisation de la dette extérieure. Il s'agit de l'efficacité de la mobilisation des recettes, l'équité dans l'utilisation des ressources publiques, la qualité de la gestion budgétaire et financière et la transparence dans le secteur public.

Cependant, une accumulation de la dette extérieure a des effets ambigus sur la réduction de la pauvreté de l'Union. Cette situation montre l'existence de relation non linéaire entre dette extérieure et la lutte contre la pauvreté dans les pays de l'UEMOA. Ainsi, les résultats montrent l'existence d'un effet de seuil d'endettement évalué à 46% au-delà duquel l'effet positif sur la lutte contre de la pauvreté est ressenti.

Les différents résultats montrent également l'influence positive qu'exerce la qualité des institutions sur la lutte contre la pauvreté dans la zone UEMOA. Par conséquent, ces résultats majeurs suggèrent que les gouvernements des pays de l'Union travaillent à améliorer durablement la qualité de leurs institutions afin d'espérer les effets favorables de la dette extérieure sur les conditions de vie des populations.

Références bibliographiques

- [1] Ajayi. S. I. (1995), "Capital flight and external debt in Nigeria". Research Paper 35, African Economic Research Consortium (AERC), Nairobi, Kenya.
- [2] Acemoglu, D., S. Johnson, & T. Robinson (2001) "Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation", *American Economic Review*, No. 91, pp. 1369–1401.
- [3] Amadou O. (2010) "Efficacité de l'allègement de la dette-Qualité des institutions et Croissance Economique dans l'espace UEMOA", Conférence The Renaissance of African Economies, Dar Es Salam, Tanzania, 20-21/12/2010, pp 1-31.
- [4] Arellano M. et S. Bond (1991) "Some Tests of Specification for Panel Data: Monte Carlo evidence and an application to employment equations ", *The Review of Economic Studies* 58, pp. 277-297.
- [5] Beja, Edsel (2007), "Capital Flight and Economic Performance", RePEc Archive. Klein T.M. (1994), "External debt Management", World Bank Technical paper No 245. Washington DC.
- [6] Blundell R. et S Bond (1998) "Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models", in *Journal of Econometrics*, Vol. 87, pp. 115-143.
- [7] Blundell R., S. Bond et F. Windmeijer (2000) "Estimation in Dynamic Panel Data Models: Improving on the Performance of the Standard GMM Estimators", The Institute of Fiscal Studies Working Paper, No 00/12
- [8] Blundell, R., & S. Bond (1998), "Initial Conditions and Moment Restrictions in Dynamic Panel Data Models", *Journal of Econometrics*, Vol. 87, pp. 115–43.
- [9] Boyce, J. K. (1992). "The Revolving Door? External Debt and Capital Flight: A Philippine Case Study," *World Development*, 20(3), 335-349.
- [10] Boyce, J. K., & Ndikumana, L., (2012). "Capital Flight from Sub-Saharan African Countries: Updated Estimate, 1970-2010", Political Economy Research Institute, University of Massachusetts.
- [11] Cecchetti, S. G., Mohanty, M.S., and F. Zampolli, 2011, "The Real Effects of Debt", Federal Reserve Bank of Kansas City, Economic Symposium 2011: Achieving Maximum Long-Run Growth, pp. 145-96.
- [12] Cerra, V., Rishi, M., Saxena, S. C. (2005). Robbing the Riches: Capital Flight, Institutions, and Instability. IMF Working Paper, WP/05/199.
- [13] Chang, R., Kaltani, L. & N. V. Loayza (2009) "Openness can be good for growth: the role of policy complementarities" *Journal of Development Economics*. 90 (1), 33–49.
- [14] Clements, B.J., R. Bhattacharya, & T. Q. Nguyen, (2003), "External Debt, Public Investment, and Growth in Low-Income Countries", IMF Working Paper 03/249 (Washington: International Monetary Fund).

- [15] Cuddington, J.(1987). “Macroeconomic Determinants of Capital Flight: An Econometric Investigation,” in Lessard, Donald and John Cuddington (Eds.) Capital Flight and Third World Debt. Washington, DC: Institute for International Economics, 85-96.
- [16] Corden, W. Max (1988), “Debt Relief and Adjustment Incentives”, IMF Staff Papers, 35, (4), pp. 628-643
- [17] Cordella, Ricci, et Ruiz-Arranz (2005), “Debt Overhang or Debt Irrelevance? Revisiting the Debt-Growth Link”, IMF Working Paper 05/223 (Washington: International Monetary Fund)
- [18] Dollar, D. and A. Kraay, (2001) “Trade, Growth and Poverty, mimeo”, Development Research Group, The World Bank, Washington.
- [19] Dooley, M. P., Kletzer, K. M. (1994) “Capital flight, external debt, and domestic policies”, FRBSF Economic Review, pp. 29-37.
- [20] Edison, H., (2003) “Qualité des institutions et résultats économiques – Un lien vraiment étroit ?”, *Finances & Développement*, Juin : 35-37.
- [21] Fofack Hippolyte (2009). “Causality between External Debt and Capital Flight in Sub-Saharan Africa”. Forthcoming World Bank Policy Research Working Paper, The World Bank Group.
- [22] Fonds Monétaire International (2016)“UEMOA — Rapport des services du FMI sur les politiques communes des états membres, communiqué de presse et déclaration de l’administrateur”, Rapport du FMI No. 16/96.
- [23] Grenier, Jean-Yves (2006). Introduction: dettes d’état, dette publique», in Andreau et al., pp.1-19
- [24] Gupta, Sanjeev, Benedict Clements, Alexander Pivovarsky, and Erwin R. Tiongson (2003) “Foreign Aid and Revenue Response: Does the Composition of Aid Matter?” Working Paper No. 03/176 (Washington: International Monetary Fund).
- [25] Henry, J. (1986). “Where the Money Went: Third World Debt Hoax,” *The New Republic*, (April 14), 20-23.
- [26] Imbs, J. M., Romain, R., (2005), « The Overhang Hangover. » World Bank Policy Research Working Paper 3673.
- [27] Jalles J T. (2011) “The impact of democracy and corruption on the Debt-growth relationship in developing countries”, *Journal of Economic Development*, Volume 36, Number 4, pp. 41-71
- [28] Kaufmann, D. Kraay Aart, & Mastruzzi Massimo (2006) “The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues”, World Bank Policy Research Working Paper 5430.
- [29] Kpodar, K. and R. Singh (2011) “Does financial structure matter for poverty? Evidence from developing countries”, World Bank Policy Research Working Paper, p. WPS5915.
- [30] Krugman P. (1988), " Financing vs forgiving a debt overhang ", *Journal of development Economics* 29, 253-268
- [31] Kumar Manmohan S. and Woo Jaejoon (2010), “Public Debt and Growth”, Fiscal Affairs Department, IMF Working Paper, WP/10/174

- [32] Makin J-A. (2005) "Public Debt Sustainability and its Macroeconomic Implications in ASEAN-4", *ASEAN Economic Bulletin*, Vol 22, n°3, p. 284-296.
- [33] Mo P (2001), "Corruption and Economic Growth", *Journal of Comparative Economics*, N°29, pp 66-79.
- [34] Nautet M. and Meensel, L. Van (2011), "Economic impact of the public debt", *Economic Review*, Vol. (2), pp. 7-19
- [35] North, D.C. and Barry Weingast (1989) "Constitution and Commitment: The Evolution of Institutional Governing Public Choice in Seventeenth-Century England", *The Journal of Economic History*, 49/4: 803-832.
- [36] North D. (1990) "Institutions, Institutional Change and Economic Performance, Cambridge University Press and Robert Donnelly Review Essay.
- [37] Oks Daniel & Van Wijnbergen Sweder (1995), "Mexico after the debt crisis: Is growth sustainable?", *Journal of Development Economics* Vol. 47, pp. 155-178
- [38] Patillo, Catherine, Hélène Poirson, & Luca A. Ricci (2002) "External Debt and Growth", *International Monetary Fund Working Paper* 02/69.
- [39] Panizza, Ugo and Andrea F. Presbitero, 2012, "Public Debt and Economic Growth: Is There a Causal Effect?", *MoFiR Working Paper* No. 65.
- [40] Rodrick D. (2005) "Vers une meilleure perception des institutions", *Problèmes économiques*, Février, n°2.868, pp.25-32.
- [41] Rodrik, D., A. Subramanian, & F. Trebbi (2004) "Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development", *Journal of Economic Growth*, No. 9, pp. 131-65.
- [42] Reinhart C. M., Rogoff, K. S. (2009). "This Time Is Different: Eight Centuries of Financial Folly". New Jersey: Princeton University Press.
- [43] Reinhart C. et K. Rogoff (2010) "Growth in a time of Debt », *American Economic Review*, Vol 100(2), pp 573-578.
- [44] Sachs J. (1989) "The Debt Overhang of Developing Countries" dans "Debt Stabilization and Development: Essays in Memory of Carlos Diaz Alejandro", sous la direction de G. Calvo et al., Oxford UK, Basil Blackwell.
- [45] Taha Zaghoudi and Abdelaziz Hakimi, (2017) "Does external debt- poverty relationship confirm the debtoverhang hypothesis for developing counties?", *Economics Bulletin*, Volume 37, Issue 2, pages 653-665
- [46] Wallich Henry C. (1946). « Debt Management As An Instrument of Economic Policy », *The American Economic Review* Vol. 36, No. 3, pp. 292-310
- [47] Xin Meng, Robert Gregory et Youjuan Wang (2005) "Poverty, Inequality, and Growth in Urban China, 1986-2000" *Journal of Comparative Economics*, 2005, 33 (4), 710-729.

ANNEXES

Annexe 1 : Statistiques descriptives du taux de pauvreté absolue par pays

pays	mean	Std. Dev.	max	min
Benin	49,95727	3,018506	53,11	47,33
Burkina	50,03545	6,037014	55,29	43,73
Côte d'Ivoire	25,75273	3,128175	29,02	23,03
Guinée Bissau	61,07546	6,898699	67,08	53,87
Mali	50,88455	0,522233	51,43	50,43
Niger	45,41454	3,073515	50,2	43,62
Senegal	31,73182	2,031486	33,5	29,61
Togo	33,10091	5,356623	38,68	28,22

Source : Réalisé par les auteurs à partir de WDI(2016)

Annexe 2 : Statistiques descriptives de la dette extérieure en pourcentage du PIB par pays

pays	mean	Std. Dev.	max	min
Benin	21,21709	5,96085	32,30308	12,60826
Burkina	23,16271	4,810493	36,65207	18,95872
Côte d'Ivoire	50,50427	17,57458	76,59505	28,07779
Guinée Bissau	94,8388	66,68046	176,9715	24,47098
Mali	26,3618	8,525483	51,16969	21,07906
Niger	31,70108	11,03562	57,72931	17,72879
Senegal	31,70351	8,11602	44,3521	20,69221
Togo	44,72427	25,87863	81,57956	16,56396

Source : Réalisé par les auteurs à partir de WDI(2016)

Annexe 3 : Statistiques descriptives de la moyenne des variables institutionnelles par pays

Pays	Mean	Std. Dev.	max	min
Benin	3,613636	0,0561834	3,666667	3,50000
Burkina	3,939394	0,0919761	4,083333	3,833333
Côte d'Ivoire	2,765151	0,3905448	3,333333	2,250000
Guinée Bissau	2,462121	0,1801374	2,833333	2,250000
Mali	3,750000	0,1900292	4,000000	3,500000
Niger	3,575758	0,0946818	3,666667	3,416667
Senegal	3,750000	0,0986013	3,833333	3,583333
Togo	2,613636	0,4154528	3,000000	2,083333

Source : Réalisé par les auteurs à partir de WDI(2016)

Annexe 4 : Résultat du modèle sur le taux de profondeur de la pauvreté par les GMM-System

	L_povgap (écart ou profondeur de la pauvreté)							
	eq1	eq2	eq3	eq4	eq5	eq6	eq7	eq8
lplibh	0,343*** (3,9)	0,715*** (7,26)	0,030 (0,75)	0,049 (0,84)	0,061 (1,62)	0,321*** (4,3)	0,040 (1,35)	-0,222 (-1,45)
linf	-0,009 (-0,94)	0,004 (0,35)	-0,019*** (-7,18)	-0,018* (-2,3)	-0,019*** (-9,07)	-0,005 (-0,55)	-0,019*** (-9,22)	-0,012 (-0,63)
lopeness	0,013 (0,17)	-0,103 (-0,48)	-0,055* (-1,9)	-0,072 (-1,45)	-0,027 (-0,9)	0,027 (0,36)	-0,016 (-0,58)	-0,459 (-1,77)
linv	-0,119 (-1,21)	-0,021 (-0,11)	-0,088*** (-4,56)	-0,083 (-0,94)	-0,101*** (-5,71)	-0,114 (-1,38)	-0,101*** (-5,07)	0,063 (0,37)
ledu	-0,092 (-1,37)	-0,110 (-1,06)	-0,004 (-0,18)	-0,035 (-0,77)	0,008 (0,4)	-0,098 (-1,44)	0,002 (0,1)	0,090 (0,59)
lpop	0,090 (0,22)	0,661 (1,2)	0,061 (1,44)	0,012 (0,07)	0,088 (1,68)	0,133 (0,32)	0,072 (1,12)	-0,933 (-0,85)
lfd	-0,319** (-2,5)	-0,715** (-2,77)	-0,084** (-2,69)	-0,071 (-0,6)	-0,137*** (-5,25)	-0,333* (-2,28)	-0,111*** (-3,53)	-0,094 (-0,45)
ldebtplib	0,839* (1,97)	0,325 (0,9)	-0,019 (-0,68)	0,232* (1,92)	0,068 (1,2)	-0,494** (-3,02)	0,070 (1,01)	0,589 (1,31)
ldebtplib2	-0,129* (-2,35)							
meancpia	-0,069 (-0,88)	0,039 (0,21)						
ldetmean		-0,004* (-2,11)						
cpiadebit			0,098* (2,26)					
ldetcpia1			-0,029** (-2,66)					
cpiaeffirev				0,302 (1,61)				
ldetcpia2				-0,099*				

